Pendant que l'État préfère l'état d'exception à l'état de droit, les citoyens eux, sont écartés, invités à s'isoler et sommés de ne pas se rassembler, se réunir et manifester. Être citoyen de France devient un délit, juste le droit d'avoir peur !

Les interdictions liées à la COP21 sont les prémisses de toutes celles qui vont se répéter lorsque les citoyens auront à exprimer leurs critiques, leurs défiances et leurs dissidences.

Malgré ces mesures liberticides, je reste confiante dans la possibilité des citoyens et citoyennes à se réapproprier le politique au quotidien, au local, au national et à s'engager dans les grands enjeux de notre société, comme le prochain sur le climat, l'avenir de la planète et de son humanité.

Les collectifs d'un jour – ou de plusieurs –, les associations, les organisations citoyennes... feront ce que ne font plus les politiciens, ils penseront le présent et le futur. Ils inventeront des formes d'action et de résistance.

« Créer, c'est résister! Résister, c'est créer! »

Et ce qui est le plus enthousiasmant : la jeunesse est bien là, présente et active et j'ai confiance en elle !

Alternatiba en est bien la démonstration!

La marche du 29 novembre qui devait se dérouler à Paris en même temps que toutes les marches mondiales se transforme en chaîne humaine :

https://alternatiba.eu/2015/11/etat-durgence-climatique-une-chaine-humaine-pour-un-climat-de-paix/